

Dans ce monde incertain, une stratégie pour notre souveraineté énergétique

Entendu sur France Inter il y a trois jours, Thomas Piketty : l'Etat aurait dû « programmer une trajectoire de prix à la consommation conduisant à la neutralité carbone ». C'est parler d'or ! Que ne l'ont-ils pas dit plus tôt, lui et les autres conseillers et commentateurs ! Cette recommandation avait été faite il y a quinze ans : « créer un impôt climat (...) calculé chaque année de façon que le prix à la consommation finale du carburant, du fioul et du gaz suive une trajectoire annoncée très longtemps à l'avance » - *Trop de pétrole !* (Seuil 2007). J'en déduisais que l'impôt doit dépendre du prix du pétrole.

Non ! Répondait l'avis quasi général des économistes, qui a convaincu les élus : l'impôt représente le coût des dommages ; celui-ci ne dépend pas du prix du pétrole donc l'impôt doit augmenter indépendamment du prix du pétrole. Raisonement bancal ! Il suppose sans le dire que l'impôt carbone ne peut être prélevé qu'au stade de la consommation. Or lorsque les pays exportateurs de gaz ou de pétrole à bas coût limitent leurs productions en deçà de ce qu'ils pourraient produire, il faut exploiter des gisements plus coûteux et ce sont eux qui déterminent le prix mondial. Cette augmentation a le même effet que la création d'un impôt CO₂ par ces pays producteurs à bas coût. Lorsqu'en France l'impôt augmente en même temps que le prix du pétrole, personne n'y comprend rien et l'on a la révolte des Gilets jaunes.

Qu'en sera-t-il à l'avenir. ?

La hausse des prix du gaz et du pétrole a aujourd'hui certainement plusieurs causes. En tout cas, c'est une alerte. Les prix vont peut-être baisser au printemps prochain mais, pour que les consommateurs se détournent des énergies fossiles sans y être contraints par des règlements il faudra bien que, dans les vingt à trente ans à venir, leurs prix à la consommation augmentent. Voici donc ce que cette crise pourrait nous enseigner.

- *Mener un travail de planification stratégique* : dans la Stratégie nationale bas carbone, SNBC, construite sur la base des scénarios de l'ADEME et de Négawatt, les prévisions de consommation d'énergie sont ridiculement basses et la loi les a adoptées au vu d'une étude d'impact débile. Dans quelques semaines, RTE (Réseau de transport électrique) proposera des scénarios pour l'électricité et l'hydrogène élaborés sans vouloir s'écarter, sinon à la marge, de la SNBC. Or l'électricité est une composante de l'énergie, la sécurité énergétique est une condition de la sécurité du pays. Où est la réflexion stratégique dont on a besoin ?

- *Se préparer à une lutte géostratégique très dure* : les enjeux sont colossaux, économiques, de pouvoir, de souveraineté nationale. Ce sera dur à l'échelle mondiale et aussi au sein de l'Union européenne.

Dans ce combat, nous avons une parade. Ce n'est certes pas d'acheter nos moyens de production, éolien, photovoltaïque ou autre, à l'étranger. C'est, bien sûr, l'énergie nucléaire. Si la France ne veut pas passer sous les fourches caudines d'autres Etats, quoi qu'il se dise et se décide à Bruxelles et parce que les traités lui en donnent le droit, elle décidera de relancer très vigoureusement sa filière nucléaire, source d'énergie sans CO₂ que nous maîtrisons, qui répond à la demande, qui n'est pas encombrante et qui utilise peu de ces matières dont l'exploitation et le raffinage ont un effet désastreux sur l'environnement.

- *Programmer sur une longue période l'évolution du prix à la consommation du fioul du gaz et du carburant*. L'Etat, s'il ne peut rien sur les prix mondiaux du pétrole et du gaz, peut en réguler le prix à la consommation finale en ajustant en continu l'impôt sur le CO₂. Politiquement difficile, sans doute. Sauf s'il montre le but à atteindre. Peut-être, dans vingt ou trente ans, 1300 €/m³ de fioul, 2 €/l de carburant. Que l'Etat nous donne donc une fourchette de prix ! Sachant à quoi s'en tenir, chacun prendra les décisions qui nous mèneront à la neutralité carbone. Le produit de l'impôt financera des aides apportées au titre de la solidarité nationale.

- Parallèlement, aussi longtemps que *le développement des pays d'Afrique* les amènera à consommer du pétrole, du gaz et du charbon, leur proposer une coopération pour qu'ils remplacent plus vite ces énergies fossiles par du photovoltaïque et aussi par des formes de nucléaire adaptées à leur situation.

- *Veiller à ce que les citoyens soient bien informés* : ce n'est certes pas simple mais, pour ne prendre qu'un exemple, on ne peut se satisfaire de ce que 60 % de la population croient que le nucléaire émet du CO₂.

Sur www.hprevot.fr un dossier sur [le prix et le coût du CO₂](#) ; [une prospective de l'énergie](#) avec une consommation d'électricité multipliée par deux ; une nouvelle version publiée du simulateur du système électricité-hydrogène : [SimelSP2](#), avec plusieurs profils de consommation et des résultats parfois contre-intuitifs ; j'y reviendrai.